

G. La Banque inter-américaine de développement (BID)

45. La participation de la BID au renforcement des institutions démocratiques est importante. Selon certains de ses hauts fonctionnaires il y a lieu de porter une attention spéciale, en Amérique latine, à la décentralisation administrative, à la participation des populations au plan local et au développement de coopératives rurales. Les demandes d'aide dépassent largement le financement et les connaissances techniques disponibles et dans presque aucun cas la contribution de la BID est-elle suffisante. La création d'une institution canadienne serait accueillie avec beaucoup de satisfaction. A leur avis une telle institution devrait s'occuper, entre autres choses, du développement des processus de participation au plan local et du développement des gouvernements municipaux et des institutions privées et publiques. Une institution canadienne pourrait offrir une plus grande mesure de continuité dans ses engagements que ne peut le faire la BID. Cette dernière se ferait un plaisir d'aider la nouvelle institution canadienne à établir des rapports avec les réseaux d'ONG lorsqu'elle aura décidé des domaines auxquels elle s'intéressera.

Institutions et programmes des pays démocratiques de l'Ouest

H. Les principales fondations

46. Plusieurs fondations américaines s'occupent de projets dans les pays en voie de développement. Les ressources qu'elles peuvent consacrer au développement des droits humains et des institutions démocratiques sont considérables. Les deux fondations privées qui sont les plus actives sont la Fondation Ford et la Fondation Rockefeller.

a) La Fondation Ford

47. Des quelque 122 millions de \$EU qu'elle a octroyés à des organisations aux Etats Unis et à l'étranger en 1986, la Fondation Ford en a dépensé 20 millions pour son Human Rights and Social Justice Program et quelque 60 millions pour son Governance and Public Policy Program. Du premier de ces deux programmes, dont l'objet est d'assurer les libertés civiles et politiques et l'égalité d'accès aux services juridiques et à la vie économique, 5 millions de \$EU sont allés à des projets dans des pays en voie de développement. Du deuxième, qui cherche entre autres choses à renforcer le processus et les institutions démocratiques, 1 million de \$EU sont allés à des pays en voie de développement. Les opérations de ces deux programmes sont intégrées depuis 1981 et sont dirigées par un groupe de travail connu sous le nom de Human Rights and Governance Working Group. En règle générale les projets de la Fondation Ford dans ces secteurs coûtent de 10.000 à 140.000